

## VU DE MADRID

Par FRANÇOIS MUSSEAU

# Les sans-papiers privés de soins par le gouvernement espagnol

«**C**est le début du démantèlement de notre système de santé publique, universelle et gratuite. Cela nous a pris trente ans pour le mettre sur pied, il semble que ce sera moins long pour le détruire», s'est exclamé, mi-amer, mi-sarcastique, le ministre régional basque de la Santé, Jesús María Fernández. La décision du gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a fait grand bruit, aussi bien dans l'arène politique que dans les milieux médicaux : à compter du 31 août, les immigrants sans papiers perdront la «carte sanitaire» leur ouvrant gratuitement l'accès aux centres de soins du service public.

Jusqu'alors, il suffisait d'être recensé à la mairie pour être soigné sans frais. Dans un premier temps, hormis les «urgences», les quelque 150 000 illégaux devaient être exclus du système de santé. Puis, face au tollé général, la droite au pouvoir a rectifié en proposant une solution qui provoque tout autant de réactions : à partir du 1<sup>er</sup> septembre, les sans-papiers voulant fréquenter les centres de santé seront dans l'obligation de souscrire un contrat inédit avec l'administration, une sorte de mutuelle dont le montant s'élève à 710,40 euros annuels, 1 864,80 euros pour les plus de 65 ans. Seuls en sont exemptés les mineurs et les femmes enceintes. C'est peu ou prou ce que paient les Espagnols aux mutuelles privées telles que IMQ ou Sani-

tas. Avec cette mesure, le gouvernement Rajoy, assailli à tailler à la serpe dans ses dépenses publiques, prétend encaisser 1,5 milliard d'euros par an. Et, au passage, «faire affleurer l'immigration illégale et en finir avec le tourisme sanitaire», quoique celui-ci soit surtout lié aux citoyens de l'Union européenne attirés par la qualité des soins publics en Espagne.

«Outre le fait que c'est un reniement de nos principes éthiques, cette réforme ne servira pas à grand-chose car si beaucoup d'Espagnols ne peuvent pas payer une pareille somme, on peut imaginer ce qu'il en est pour les familles d'illégaux, pauvres et sans emploi pour la plupart», a dénoncé José Martínez Olmos, le spécialiste socialiste des questions sanitaires. Dans un pays où les régions gèrent la santé, trois d'entre elles (Andalousie, Asturies, Pays basque) ont annoncé qu'elles feront de la résistance, et la Catalogne s'interroge sur «le bien-fondé» d'une telle mesure. La plupart des associations s'y opposent, notamment la Semfyc, qui réunit les médecins de famille : «Pour des raisons humanitaires ou par déontologie médicale, un système public de santé ne peut obéir uniquement à des critères mercantiles.» Nombre de médecins invoquent aussi des raisons pratiques : si on laisse des poches de population dans l'exclusion, peut-être porteuses de maladies infectieuses, le remède risque d'être pire que le mal. ♦